



Collectif anti APE

COLLECTIF ANTI APE

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE AVEC LA COMMISSION EUROPEENNE

Liste des participants à la rencontre avec la Commission européenne.

1. **Professeur Iba Der THIAM**, Porte parole du Collectif, Député, **Sénégal**
 2. **Baidy AGNE**, Président du CNP, Secteur privé, **Sénégal**
 3. **Antoinette MOUSSA MONTAIGNE**, Diaspora africaine, **Centrafrique**
 4. **Taoufik BEN ABDALLAH**, Enda, Africa Trade Network, **Tunisie**
 5. **Aminata TRAORE**, Société civile africaine, **Mali**
 6. **Momar NDAO**, Société Civile - Consommateurs, **Sénégal**
 7. **Lebogang PHEKO**, Genta, **Afrique du Sud**
 8. **Sayaboul LAOUAL**, Plate forme de la Société civile, **Niger**
 9. **Ousmane NDIAYE**, Représentant Diaspora, **Belgique**
 10. **Sidi Tidiane GUEYE**, Représentant Diaspora, **France**
 11. **Mamadou DIOP Decroix**, ancien Ministre du commerce, **Sénégal**.
 12. **Marc MAES**, 11.11.11, **Belgique**
 13. **Aimé MIANZENZA**, Diaspora Africaine, **Congo**
 14. **Martin OKEKE**, Diaspora Africaine, **Nigéria**
 15. **Mody GUIRO**, Représentant syndical, **Sénégal**
- 3 Journalistes.

Commission Européenne : **Peter THOMPSON**, Directeur Développement et APE
Manuel LOPEZ BLANCO, Chef d'Unité Relations pays
et Afrique Occidentale

Heure : 12h 15 – 13h

1. **Introduction** Professeur Iba Der THIAM pour la délégation de la Diaspora ACP
Rappel des liens liant l'Europe et le continent africain; les peuples respectifs ayant
contribué à l'écriture de cette histoire commune.
Les relations économiques, commerciales et culturelles ont connu plusieurs phases, dont
celle que nous vivons, et dont nous devons nous évertuer à en atténuer les effets
préjudiciables pour nos 2 régions.



Collectif anti APE

A l'heure de la mondialisation et de la reconfiguration du monde en nouveaux blocs économiques, l'Europe et l'Afrique doivent jouer de concert pour espérer survivre au libéralisme à tout va.

Les risques, si nous appliquons les règles de l'OMC sans prise en compte du niveau de nos économies réelles, seront catastrophiques avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer sur l'emploi, la jeunesse, etc.

La « Coalition Internationale Contre les Accords de Partenariat Economique et pour l'ouverture d'un dialogue en vue de construire un Partenariat pour la Croissance et le Développement » propose une autre alternative qui tient compte des équilibres entre les zones économiques intégrées et de la solidarité naturelle entre le nord et le sud.

Pour ce faire la Diaspora des ACP mobilisée jouera son rôle de veille sur la mise en œuvre des relations entre l'Europe et les régions du sud.

2. **Commission Européenne** : Peter THOMPSON, Directeur Développement et APE
Manuel LOPEZ BLANCO, Chef d'Unité Relations Pays et Afrique Occidentale

La Commission est dans une position d'écoute des partenaires du sud et affiche sa volonté d'établir un véritable partenariat global.

Toutefois elle rappelle que l'agenda des négociations a démarré depuis 1999, avec des cycles rencontres entre groupes de travail.

Elle souhaite la mise en place d'instruments de mesure de la globalisation; tout en reconnaissant les contraintes liées à l'application des règles de l'OMC.

C'est ainsi qu'elle a initié ces accords par régions pour :

- Appuyer la coopération au développement,
- Créer un cadre favorable à l'investissement,
- Soutenir l'intégration régionale.

Discussion autour de la Table

Baydi AGNE, Sénégal : Il y'a lieu de clarifier les points techniques du projet,
Revoir les mécanismes dérogatoires,
En l'état l'accord est inefficace

Martin OKEKE, Nigéria : Requalifier les règles du partenariat pour que chaque partie joue son rôle à position égale.

Aminata TRAORE, MALI : Cet accord est dangereux et injuste, qui ne peut être accepté en l'état.



Collectif anti APE

Lebogan PHEKO, Afrique du Sud : Il faut établir des règles de partenariat plus équitable qui tienne compte des intérêts de chaque partie.

Professeur KASSE, Sénégal : L'OMC n'interdit pas le principe de systèmes d'échanges asymétriques, donc ce projet peut être adapté aux réalités des régions ACP.

Sidi Tidiane GUEYE, Collectif France : La Diaspora Africaine partage les mêmes préoccupations et inquiétudes que les dirigeants des pays ACP sur les conséquences désastreuses de ces APE. La Diaspora milite pour un accord équilibré, débarrassé des scories du passé colonial et construit sur des bases qui préservent le niveau de développement économique et social des régions ACP.

Mamadou DIOP – Decoix, Sénégal : En qualité de ministre, il avait participé à des séries de négociations sur le projet APE et avait indiqué les points litigieux à ses interlocuteurs ; notamment les règles d'acceptation des produits sensibles, dans le cadre de la convention TSA (tout sauf les armes).

Momar NDAO, Ascosen – Sénégal : Les consommateurs africains n'accepterons pas que leur marché soit envahi par des produits subventionnés qui mettent en péril les économies de nos régions. Et au besoin, nous activerons l'arme du boycott pour faire entendre nos voix.

3. CONCLUSION :

La délégation et la Commission ont convenu de se revoir prochainement.
Le Mémoire du Collectif a été remis par le Pr Iba Des THIAM au Commissaire Peter THOMPSON.
Fin de la séance à 13H30.

Bruxelles, le 11/01/2008

Rapporteur du Collectif
Ibra YALI
Vice Président Chargé des Relations Extérieures
RETSEF
(Regroupement des Travailleurs Sénégalais en France)
Tél : [00 33\(0\)6 59 46 65 50](tel:00330659466550)
retsef.asso@free.fr